RÈGLEMENT (CEE) N° 3129/83 DU CONSEIL

du 24 octobre 1983

portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains tabacs, de la sous-position ex 24.01 B du tarif douanier commun, originaires de Yougoslavie (1984)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 113,

vu la proposition de la Commission,

considérant que l'article 23 de l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la république socialiste fédérative de Yougoslavie relatif aux échanges et à la coopération commerciale (1) prévoit que le tabac du type Prilep de la sous-position ex 24.01 B du tarif douanier commun, originaire et en provenance de Yougoslavie, spécifié dans un accord sous forme d'échange de lettres du 11 juillet 1980, est admis à l'importation dans la Communauté au droit de douane de 7 % avec un minimum de perception de 13 Écus par 100 kilogrammes et un maximum de perception de 45 Écus par 100 kilogrammes dans la limite d'un contingent tarifaire communautaire annuel de 1 500 tonnes; que ce tabac doit être accompagné d'un certificat d'origine et d'authenticité; qu'il convient d'ouvrir le contingent tarifaire en question pour l'année 1984;

considérant qu'il y a lieu de garantir, notamment, l'accès égal et continu de tous les importateurs de la Communauté audit contingent et l'application sans interruption des taux prévus pour ledit contingent à toutes les importations des produits en question dans les États membres, jusqu'à épuisement du contingent; qu'un système d'utilisation du contingent tarifaire communautaire, fondé sur une répartition entre les États membres, paraît susceptible de respecter la nature communautaire dudit contingent au regard des principes dégagés ci-avant; que cette répartition doit afin de refléter le mieux possible l'évolution réelle du marché des produits en question, être effectuée au prorata des besoins des États membres, calculés, d'une part, sur la base des données statistiques relatives aux importations desdits produits en provenance de Yougoslavie au cours d'une période de référence représentative et, d'autre part, sur la base des perspectives économiques pour la période contingentaire considérée;

considérant que, durant les trois dernières années pour lesquelles des données statistiques sont disponibles, les importations correspondantes de chaque État membre représentent, par rapport aux importations dans la Communauté des produits en question en provenance de Yougoslavie, les pourcentages indiqués ci-après:

États membres	1980	1981	1982
Benelux	—	1	3
Danemark	—	—	—
Allemagne	48	41	47
Grèce	—	—	—
France	—	—	—
Irlande	—	—	—
Italie	52	58	50
Royaume-Uni	—	—	—

considérant qu'il y a lieu de tenir compte de ces pourcentages, des prévisions avancées par certains États membres ainsi que de la nécessité d'assurer, en l'occurrence, une répartition équitable entre tous les États membres, de l'obligation contractée dans le cadre de l'accord considéré; que, dès lors, les pourcentages de participation initiale au volume contingentaire total peuvent s'établir approximativement comme suit:

Benelux	0,4
Danemark	0,4
Allemagne	43,3
Grèce	0,4
France	0,4
Irlande	0,4
Italie	54,3
Royaume-Uni	0,4

considérant que, pour tenir compte de l'évolution des importations des produits en question dans les différents États membres, il convient de diviser le volume contingentaire en deux tranches, la première tranche étant répartie entre les États membres, la deuxième tranche constituant une réserve destinée à couvrir ultérieurement les besoins des États membres ayant épuisé leur quote-part initiale; que, pour assurer aux importateurs de chaque État membre une certaine sécurité, il est indiqué de fixer la première tranche du contingent communautaire à un niveau qui, en l'occurrence, pourrait se situer à 80 % du volume contingentaire;

(1) JO n° L 41 du 14. 2. 1983, p. 2.

considérant que les quotes-parts initiales des États membres peuvent être épuisées plus ou moins rapidement; que, pour tenir compte de ce fait et éviter toute discontinuité, il importe que tout État membre ayant utilisé presque totalement sa quote-part initiale procède au tirage d'une quote-part complémentaire sur la réserve; que ce tirage doit être effectué par chaque État membre lorsque chacune de ses quotes-parts complémentaires est presque totalement utilisée et ce autant de fois que le permet la réserve; que les quotes-parts initiales et complémentaires doivent être valables jusqu'à la fin de la période contingentaire; que ce mode de gestion requiert une collaboration étroite entre les États membres et la Commission, laquelle doit notamment pouvoir suivre l'état d'épuisement du volume contingentaire et en informer les États membres;

considérant que si, à une date déterminée de la période contingentaire, un reliquat important existe dans l'un ou l'autre État membre, il est indispensable que cet État en reverse un pourcentage appréciable dans la réserve, afin d'éviter qu'une partie du contingent communautaire ne reste inutilisée dans un État membre alors qu'elle pourrait être utilisée dans d'autres;

considérant que, le royaume de Belgique, le royaume des Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg étant réunis et représentés par l'union économique Benelux, toute opération relative à la gestion des quotes-parts attribuées à ladite union économique peut être effectuée par l'un de ses membres,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Du 1er janvier au 31 décembre 1984, un contingent tarifaire communautaire de 1 500 tonnes est ouvert pour le tabac de type Prilep, de la sous-position ex 24.01 B du tarif douanier commun, originaire et en provenance de Yougoslavie.

2. Dans la limite de ce contingent tarifaire, le droit du tarif douanier commun applicable à ce produit est suspendu à 7 % *ad valorem* avec un minimum de perception de 13 Écus par 100 kilogrammes et un maximum de perception de 45 Écus par 100 kilogrammes.

Dans la limite de ce contingent tarifaire, la Grèce applique des droits de douane calculés conformément aux dispositions en la matière contenues dans l'acte d'adhésion de 1979 et le règlement (CEE) n° 287/82 (1).

(1) JO n° L 30 du 6. 2. 1982, p. 1.

3. À l'importation, ces produits doivent être accompagnés d'un certificat d'authenticité émis par l'autorité compétente yougoslave, conforme au modèle annexé au présent règlement.

Article 2

1. Une première tranche de 1 200 tonnes du contingent tarifaire communautaire mentionné à l'article 1er est répartie entre les États membres; les quotes-parts qui, sous réserve de l'article 5, sont valables jusqu'au 31 décembre 1984 s'élèvent aux quantités indiquées ci-après:

	(en t)
Benelux	5
Danemark	5
Allemagne	520
Grèce	5
France	5
Irlande	5
Italie	650
Royaume-Uni	5

2. La deuxième tranche, portant sur une quantité de 300 tonnes, constitue la réserve.

Article 3

1. Si la quote-part d'un État membre, telle qu'elle est fixée à l'article 2 paragraphe 1, ou cette même quote-part diminuée de la fraction reversée à la réserve s'il a été fait application de l'article 5, est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède sans délai, par voie de notification à la Commission, au tirage, dans la mesure où le montant de la réserve le permet, d'une deuxième quote-part égale à 15 % de sa quote-part initiale, éventuellement arrondie à l'unité supérieure.

2. Si, après épuisement de sa quote-part initiale, la deuxième quote-part tirée par un État membre est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède, dans les conditions prévues au paragraphe 1, au tirage d'une troisième quote-part égale à 7,5 % de sa quote-part initiale.

3. Si, après épuisement de sa deuxième quote-part, la troisième quote-part tirée par un État membre est utilisée à concurrence de 90 % ou plus, cet État membre procède, dans les mêmes conditions, au tirage d'une quatrième quote-part égale à la troisième.

Ce processus s'applique jusqu'à épuisement de la réserve.

4. Par dérogation aux paragraphes 1, 2 et 3, les États membres peuvent procéder au tirage de quotes-parts inférieures à celles fixées par ces para-

graphes, s'il existe des raisons d'estimer que celles-ci risquent de ne pas être épuisées. Ils informent la Commission des motifs qui les ont conduits à appliquer le présent paragraphe.

Article 4

Les quotes-parts complémentaires tirées en application de l'article 3 sont valables jusqu'au 31 décembre 1984.

Article 5

Les États membres reversent à la réserve, au plus tard le 1er octobre 1984, la fraction non utilisée de leur quote-part initiale qui, à la date du 15 septembre 1984, excède 20 % du volume initial. Ils peuvent reverser une quantité plus importante, s'il existe des raisons d'estimer que celle-ci risque de ne pas être utilisée.

Les États membres communiquent à la Commission, au plus tard le 1er octobre 1984, le total des importations des produits en question réalisées jusqu'au 15 septembre 1984 et imputées sur le contingent communautaire, ainsi que, éventuellement, la fraction de leur quote-part initiale qu'ils reversent à la réserve.

Article 6

La Commission comptabilise les montants des quotes-parts ouvertes par les États membres conformément aux articles 2 et 3 et informe chacun d'eux, dès que les notifications lui parviennent, de l'état d'épuisement de la réserve.

Elle informe les États membres, au plus tard le 5 octobre 1984, de l'état de la réserve après les reversements effectués en application de l'article 5.

Elle veille à ce que le tirage qui épuise la réserve soit limité au solde disponible et, à cet effet, en précise le montant à l'État membre qui procède à ce dernier tirage.

Article 7

1. Les États membres prennent toute disposition utile pour que l'ouverture des quotes-parts complémentaires qu'ils ont tirées en application de l'article 3 rende possibles les imputations, sans discontinuité, sur leur part cumulée du contingent communautaire.

2. Les États membres garantissent aux importateurs des produits en question, le libre accès aux quotes-parts qui leur sont attribuées.

3. Les États membres procèdent à l'imputation des importations des produits en question sur leurs quotes-parts au fur et à mesure que ces produits sont présentés en douane sous le couvert de déclarations de mise en libre pratique.

4. L'état d'épuisement des quotes-parts des États membres est constaté sur la base des importations imputées dans les conditions définies au paragraphe 3.

Article 8

À la demande de la Commission, les États membres l'informent des importations effectivement imputées sur leurs quotes-parts.

Article 9

Les États membres et la Commission collaborent étroitement afin que le présent règlement soit respecté.

Article 10

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 1984.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Luxembourg, le 24 octobre 1983.

Par le Conseil

Le président

G. ARSENIS

1 Exporter (name, full address, country) Exportateur (nom, adresse complète, pays)	2 No	**ORIGINAL**
	3 Quota year Année contingentaire	4 Country of destination Pays de destination
5 Consignee (name, full address, country) Destinataire (nom, adresse complète, pays)	6 Issuing authority Organisme émetteur	
8 Place and date of shipment — Means of transport Lieu et date d'embarquement — Moyen de transport	7 **CERTIFICATE OF AUTHENTICITY** **CERTIFICAT D'AUTHENTICITÉ** **Tobacco — Tabac** **'Prilep'** (CCT subheading ex 24.01 B) (Sous-position du TDC: ex 24.01 B)	
9 Marks and numbers — Number and kind of packages Marques et numéros — Nombre et nature des colis		10 Net weight (kg) Poids net (kg)
11 Net weight (kg) (in words) Poids net (kg) (en lettres)		

12 CERTIFICATE BY THE ISSUING AUTHORITY — VISA DE L'ORGANISME ÉMETTEUR

I hereby certify that the tobacco described in this certificate is 'Prilep' tobacco within the meaning of the Agreement.

Je certifie que le tabac décrit dans ce certificat est le tabac «Prilep» au sens de l'accord.

Place
Lieu

Date
Date

(Stamp and signature)
(Cachet et signature)